

fermé l'accès aux études postsecondaires? Quelle sorte d'investissement est-ce pour l'avenir?

• (1820)

Aujourd'hui, bien sûr, nous nous sommes rappelé les changements apportés au régime d'assurance-chômage. Le gouvernement a cru que le temps était venu de rayer des centaines de milliers de personnes des listes de l'assurance-chômage. Il a cru bon de rendre plus difficiles les conditions d'admissibilité à l'assurance-chômage, pour que les chômeurs de Terre-Neuve aient plus de mal à obtenir des prestations, d'enlever de l'argent à ceux qui en ont le plus besoin pour le consacrer à des cours de recyclage. Quand on prive des centaines de milliers de Canadiens de prestations d'assurance-chômage, que doivent en penser les habitants des régions défavorisées du pays, qui sont victimes de compressions des programmes de développement régional?

Depuis des mois, mon collègue de Prince George—Bulkley Valley demande au ministre des Forêts où en sont les ententes forestières. Nous savons qu'il faut préserver cette importante ressource naturelle. Nous avons besoin de un milliard de dollars environ au cours des prochaines années pour des projets de reboisement et de sylviculture afin que cette ressource soit préservée pour les générations futures. Les possibilités de création d'emploi sont énormes.

Sans parler des dizaines de milliers d'emplois qui pourraient être créés, le fait est que nous ne pouvons continuer d'abattre des arbres sans faire de reboisement parce que nos exportations de bois d'oeuvre arrivent de loin au premier rang de nos exportations. Le gouvernement conservateur pense-t-il à l'avenir et croit-il qu'il est temps d'investir dans ce secteur capital? Qu'il est temps de créer des programmes de sylviculture et de reboisement et d'offrir de l'emploi à des dizaines de milliers de personnes? Non, le gouvernement croit qu'il faut réduire les dépenses.

J'allais parler de la petite entreprise parce que le ministre d'État responsable de la petite entreprise était encore parmi nous il y a un instant à peine. Nous savons qu'environ 96 p. 100 des emplois qui seront créés au Canada le seront dans le secteur de la petite entreprise. Que faisons-nous pour aider et encourager ce secteur? Quels programmes visent à encourager et à soutenir les petites entreprises au Canada? Y a-t-il du nouveau pour

### *Initiatives ministérielles*

ce secteur? Non, rien. Il n'y a que la TPS, qui sera un cauchemar administratif. Comme le dit mon collègue, la TPS va transformer les petits entrepreneurs en bureaucrates et en percepteurs de taxe. Ils rempliront des fonctions de percepteur de taxe pour le gouvernement fédéral, sans se voir offrir la moindre rémunération pour leurs services.

Mon collègue de l'Alberta parle beaucoup de la dette; elle était de 160 milliards lorsque les conservateurs sont arrivés au pouvoir en 1984. À l'entendre, on croirait que les conservateurs se sont préoccupés de cet état de choses et qu'ils ont pris des mesures afin de réduire la dette. Il ne faudrait pas oublier, tout de même, que la dette s'élève aujourd'hui à 351,6 milliards de dollars. Il n'y a pas si longtemps que les conservateurs sont au pouvoir et pourtant, ils ont réussi à doubler la dette nationale ou presque. Comme un disque ébréché, ils ne cessent de blâmer les événements du passé. Les Canadiens ne croient pas que c'est la faute des libéraux si les conservateurs ont doublé le montant de la dette. Il y a du vrai là-dedans puisque le gouvernement libéral de M. Turner, notamment, a prévu des échappatoires fiscales qui ont permis à des sociétés comme Brascan, Confederation Life, Xerox du Canada et Power Corporation de ne payer aucun sou d'impôt l'an dernier. En fait, je pourrais énumérer 69 000 sociétés dans le même cas. Je n'ai jamais entendu mes amis conservateurs expliquer comment ils peuvent justifier que 69 000 sociétés rentables ne paient pas un seul sou d'impôt.

Bref, le gouvernement affirme qu'il faut réduire la dette et le déficit, qu'il faut imposer aux Canadiens une taxe sur les produits et services, mais il garde un régime fiscal qui permet aux sociétés Brascan, Confederation Life et Xerox du Canada, qui réalisent à elles seules plus de 400 millions de dollars de profits, de ne payer absolument aucun sou d'impôt. Cela ne replace-t-il pas les faits dans leur contexte? Le gouvernement dit une chose à ses amis privilégiés des sociétés et il agit avec le reste du Canada d'une façon très autoritaire en disant: «Nous savons ce qu'il vous faut. À la fin, vous comprendrez que c'est une bonne idée d'augmenter les taxes en imposant la TPS, par exemple, de sorte que chaque famille canadienne paiera probablement 2 000 dollars de taxes et d'impôt de plus, l'an prochain.» Il n'est pas étonnant que les Canadiens soient devenus si cyniques et que, selon les